

**PROBLEMES AGRICOLES
DES PAYS EN VOIE DE DEVELOPPEMENT
LE PASSAGE D'UNE AGRICULTURE DE SUBSISTANCE
A UNE AGRICULTURE DE MARCHÉ**

par Carlo BARBERIS (*)

I - INTRODUCTION

L'agriculture de subsistance est un système économique qui, depuis longtemps, a été l'objet d'études théoriques approfondies : des économistes, des sociologues, des agronomes, des experts en anthropologie, en psychologie sociale et sciences politiques ont émis leurs opinions à ce sujet.

Notre but n'est pas de faire le compte rendu de ces études, mais plutôt d'exposer quelques considérations pragmatiques au sujet de l'action à entreprendre et des possibilités opérationnelles existantes dans les diverses situations, pour faciliter le passage progressif d'une agriculture de subsistance à une agriculture de marché.

Notre raisonnement se base sur les convictions suivantes :

- le développement agricole est une composante du développement économique;
- il ne peut y avoir de progrès productif en agriculture sans l'emploi de moyens techniques que l'entreprise agricole ne peut produire toute seule et qu'elle doit par conséquent acheter;
- l'entreprise ne peut acheter ces moyens qu'à la condition de vendre au moins une partie de ses produits.

(*) Professeur de l'Université de Rome, Directeur Général de l'IFAGRARIA S.p.A. Via Dora, 2 ROME.

Pour l'instant, laissons de côté la question de savoir si un plus grand bien-être comporte un plus grand bonheur pour les hommes, bien que la réponse soit claire dans les cas où les ressources économiques sont inférieures au minimum nécessaire pour satisfaire les besoins les plus élémentaires d'une existence humaine acceptable. C'est justement de ces cas dont nous parlerons dans cet essai.

Il est vrai que chaque situation exige une étude spécifique et prudente, car généralement, nous nous trouvons face à des agricultures pauvres, toutefois efficaces, étant donné l'exploitation limitée des ressources naturelles déterminée par de multiples facteurs qu'on peut difficilement apprécier dans leur rapport d'influence réciproque.

On a souligné que dans les pays tropicaux les cultures traditionnelles suivent souvent un système économique dont la caractéristique principale est la rotation du sol plutôt que des cultures.

Dans ces conditions, le travail se maintient à des niveaux de haute productivité. Toutefois cette agriculture nomade, qui trouve sa raison d'être tant que la charge démographique et les capitaux sont insuffisants, ne peut plus survivre lorsque les cycles de repos du terrain sont abrégés progressivement pour satisfaire aux besoins alimentaires pressants d'une population croissante. Il s'observe ainsi que le phénomène douloureux de la famine est destiné à s'aggraver dans la mesure où l'agriculture de subsistance n'arrive pas à contenir le déséquilibre progressif entre la densité démographique en augmentation et les ressources alimentaires, qui diminuent à cause de l'appauvrissement graduel des terrains.

En Inde par contre, la famine est un phénomène soudain, parfois très grave, cependant irrégulier qui revient par intervalles variables et imprévisibles, à la suite d'événements météorologiques désastreux. Même dans ce cas l'agriculture de subsistance, en liant la survie des populations exclusivement à sa production, provoque des situations dramatiques qui pourraient être plus facilement surmontées avec une agriculture d'échange compensatoire des insuffisances sectorielles temporaires.

L'agriculture de subsistance est souvent liée à un régime tribal caractérisé par le rapport inséparable «homme-tribu-terre». Par contre, les us et les coutumes varient selon les traditions ancestrales, en donnant lieu à des régimes fonciers différents ainsi qu'à des possibilités d'une plus grande commercialisation de la production.

C'est ainsi que les anciens usages fonciers africains «des terres en gage» permettent souvent de surmonter la stagnation, en s'adaptant aux nouvelles exigences économiques. Au contraire, la situation du village indien est différente, car elle évolue plutôt dans le sens communautaire.

Le problème des petites entreprises de subsistance, nées aux marges des vastes latifundia en Amérique Latine, est encore différent. Une solution paraît difficile sans l'action de rupture d'une réforme foncière et agraire.

2 - NATURE ET APPROCHE DU PROBLEME

On calcule que l'agriculture de subsistance couvre 40 % des terres cultivées et soutient 50 à 60 % de l'humanité.

Ces données nous invitent à la réflexion. Nous savons tous que les disponibilités alimentaires globales dans le monde ne suffisent pas à nourrir correctement l'humanité. Dans de vastes zones d'Afrique, d'Asie et d'Amérique Latine, les populations sont sous-alimentées.

C'est justement dans ces zones que prévaut l'agriculture de subsistance qui est incapable d'accroître les disponibilités alimentaires, insuffisantes au départ, de faire face au taux de développement démographique, souvent très élevé, et de conjurer ainsi le danger de la famine croissante.

On comprend par intuition les implications de cette réalité. Il est par conséquent urgent de trouver des remèdes, non seulement dans les pays directement intéressés, qui, en général, n'ont pas les moyens adéquats, mais aussi dans les pays à économie plus avancée dont l'expansion économique est conditionnée par la création de marchés toujours plus vastes, capables d'absorber leurs productions croissantes surtout dans le domaine industriel.

Les remèdes varient d'après les cas et selon les situations propres à chaque pays, où une agriculture de subsistance prédominante est un empêchement grave pour l'autosuffisance alimentaire et pour le démarrage de son développement économique.

Les différentes situations économiques sont naturellement la résultante de plusieurs facteurs qui peuvent se combiner de multiples façons, sur la base de leur nature spécifique, de leur intensité, de leur interaction réciproque.

A notre avis, les facteurs qui déterminent cette réalité peuvent ainsi se classer :

- a - ressources : seulement ou surtout agricoles, ou bien, dans une mesure différente, non agricoles (minerai);
- b - densité démographique : pays surpeuplés ou sous-peuplés avec densité démographique croissante, stationnaire ou décroissante;
- c - terres cultivables : dans leur totalité ou presque, à culture, en partie ou en grande partie, pas encore utilisées;
- d - position géographique : avec débouchés potentiels relativement aisés, difficiles ou presque inexistants;
- e - régime politique : à économie unisubjective ou plurisubjective; volonté politique réformatrice ou conservatrice;
- f - la terre et l'homme : droits et rapports existants entre agriculteurs, communautés et terres utilisées.

A ces éléments fondamentaux, d'autres s'en ajoutent : les caractéristiques ethniques, l'état sanitaire et culturel des populations, les dotations structurelles et infra-structurelles, les services civils existants, les relations avec les autres pays (avec les pays limitrophes surtout), etc ...

Il faut remarquer que, dans la plupart des cas, il ne s'agit pas d'entreprises de subsistance exclusivement, c'est-à-dire avec une consommation à 100 % des produits à l'intérieur de l'entreprise. Il s'agit par contre d'économies dualistes, étant donné que la plupart des produits sont consommés par les familles des cultivateurs et seul un «surplus» est destiné à la vente. Si on convient de définir les entreprises de subsistance comme celles dont 50 % des produits est destiné à la consommation intérieure de l'entreprise même, il faut élargir le problème à cause du rapport différent qui peut exister entre le produit consommé et le produit vendu.

En outre, les entreprises avec un caractère de subsistance prédominant peuvent couvrir tout un territoire ou se mélanger à d'autres entreprises à vocation marchande affirmée.

Le premier cas est l'expression typique d'un certain nombre de sociétés tribales; le second cas se vérifie aux marges des grands latifundia surtout, à cause de la formation d'une myriade de minifundia et de petites entreprises précaires d'où les travailleurs tirent les aliments pour le soutien de leur famille. De même, il faut tenir compte du dualisme économique dans une même entreprise comme par exemple dans le cas de notre métayage, à l'époque où l'agriculture était de subsistance pour le fermier et surtout de marché pour le propriétaire.

La conclusion que nous devons tirer de ces éléments différenciés et de leurs combinaisons possibles, est qu'il ne peut pas exister des remèdes et des interventions fondés sur un modèle unique; chaque situation doit être examinée et étudiée avec soin, dans le but d'éliminer les obstacles socio-économiques qui empêchent ou retardent le passage d'une agriculture de subsistance à une agriculture de marché.

3 - ORIENTATIONS DE BASE POUR LA SOLUTION DU PROBLEME

Les facteurs qui déterminent les différentes situations dans les pays ou dans les zones à agriculture de subsistance prédominante doivent être considérés dans leurs rapports de cause à effet. Cela n'empêche pas qu'il faille aussi les examiner un par un pour faire ressortir leur action séparée dans le système des forces agissant sur les différentes réalités opérationnelles, en conditionnant les tendances de leur évolution. C'est la seule façon d'ailleurs d'éliminer ou d'atténuer leur effet négatif.

C'est de cet examen que nous espérons pouvoir esquisser les orientations de base pour la solution du problème qui nous occupe; nous allons traiter le problème en suivant l'ordre des points exposés plus haut.

a) Ressources

L'existence de ressources extra-agricoles, pouvant constituer des revenus importants pour un pays à agriculture de subsistance dominante, facilite le passage à une agriculture de marché, sans que l'on soit contraint de recourir, ou le cas échéant en moindre mesure, aux aides financières étrangères.

Il est toutefois nécessaire d'assurer la formation professionnelle d'entrepreneurs agricoles, ainsi que l'introduction de moyens productifs dont la connaissance et l'acceptation exigent une assistance technique efficace et souvent des réformes structurelles profondes. Pour accomplir cette tâche, la coopération technique avec les pays technologiquement avancés (notamment dans le secteur agricole) est indispensable. Par contre, si le pays ne dispose pas de ressources extra-agricoles, ou s'il en dispose en quantités insuffisantes pour amorcer son processus de transformation de l'agriculture, non seulement sont indispensables des interventions dans le domaine de l'assistance technique, mais aussi des aides financières provenant de l'étranger (1).

b) Densité démographique

Le développement économique, c'est-à-dire l'augmentation du revenu global et per capita, est impossible sans l'augmentation de la productivité du travail, qui est conditionnée à son tour par l'augmentation des capitaux disponibles par unité de travail. La croissance démographique excessive empêche la formation du capital car elle fait baisser le revenu par habitant et par conséquent la possibilité d'épargner. Le processus de développement est ainsi plus lent et difficile. Pour certains, des initiatives politiques sont nécessaires pour le contrôle des naissances dans les pays moins développés ayant un taux démographique croissant. Toutefois, le développement économique des pays plus avancés a été caractérisé par l'augmentation parallèle de la population et du produit per capita.

(1) A ce sujet, il faut remarquer que le terme «Coopération Internationale» est souvent employé improprement. En fait, coopération signifie travailler ensemble pour obtenir un avantage réciproque, c'est-à-dire suppose un échange de prestations ou de biens, même quand cet avantage est immédiat d'un côté et à plus ou moins longue échéance de l'autre.

Par contre, si l'avantage est unilatéral, parler de coopération représente un euphémisme teinté d'hypocrisie, car en réalité il ne s'agit pas de coopération, mais de concessions, à fonds perdus, octroyées sous diverses formes (dons, prêts à taux bas, etc...) par plusieurs pays économiquement élevés à des pays sous-développés, afin de les arracher à leur état de sous-développement. On peut donc parler de coopération si elle se réalise essentiellement sous forme bilatérale, tandis que les pays en voie de développement devraient recourir aux aides multilatérales pour résoudre leurs problèmes fondamentaux de création d'économies externes en vue d'affirmer valablement leurs entreprises productives. L'assistance peut être valablement classée dans la coopération, à condition qu'une contre-partie existe, sinon elle est un simple don à fins humanitaires.

D'autre part l'expansion démographique des dernières quarante années, en très grande partie dans les pays asiatiques, africains et latino-américains est plutôt due à la diminution de la mortalité qu'à l'augmentation de la natalité. Le phénomène est probablement temporaire : il a été prouvé historiquement que la natalité tend à diminuer avec le développement économique, en rétablissant ainsi l'équilibre démographique avec une moindre mortalité. La croissance démographique engendre des tensions douloureuses tout en créant l'impulsion nécessaire pour les surmonter. En effet dans les pays en voie de développement, malgré la forte augmentation démographique, le revenu per capita continue à augmenter, faiblement ou non, ou du moins n'a pas diminué.

La production alimentaire globale dans les pays de l'Amérique Latine, des Moyen et Extrême Orient (Chine exclue) et de l'Afrique a augmenté, d'après les données de la FAO (Production Year Book 1966) de 55 % de 1948-1952 à 1965 (les céréales notamment : 52 %) tandis que dans la même période la population a augmenté de 40 %.

Ces chiffres nous indiquent que l'augmentation de la population, sur une longue période de temps, tend à avoir un effet positif plutôt que négatif sur le développement économique.

Cette conclusion pourrait nous laisser perplexes, car elle est exactement contraire à la conviction, très répandue, que l'humanité marche fatalement vers un déséquilibre progressif entre population et moyens de subsistance.

Il est important de faire ressortir le fait que le taux de croissance démographique est inférieur dans les pays avec un niveau de maturité économique élevé par rapport au taux des pays en voie de développement. Cette constatation semble nous indiquer que la voie la plus efficace et acceptable pour contenir l'explosion démographique des zones pauvres consiste à les acheminer vers un développement économique progressif, en les aidant avec tous les moyens possibles pour qu'ils puissent l'atteindre dans les plus brefs délais.

Il ne faut pas oublier, d'ailleurs, que le fléchissement de la croissance démographique peut avoir un effet de frein sur le développement, étant donné qu'elle fléchit l'expansion de la demande, notamment des produits à demande rigide, tels que les produits alimentaires, dont la consommation est strictement liée à la densité numérique de la population. D'autre part le même effet freinant peut être le résultat d'une contraction de l'offre, déterminée par l'insuffisance de la main-d'oeuvre et par la moindre mobilité de celle-ci.

Il y a toutefois danger que la croissance démographique puisse provoquer des déséquilibres dans le sens d'une réduction du rapport capital-travail de type sectoriel, parce que souvent le processus d'expansion économique se passe sans uniformité dans l'espace et sans harmonie aucune dans les différents secteurs productifs. De même, ce processus n'est pas assez fort pour se diffuser dans les zones où l'économie reste ancrée à l'agriculture de subsistance, incapable d'évoluer vers une économie monétisée, tandis que leur population continue à croître.

On marche ainsi vers une économie dualiste où en même temps les pays divisés par secteurs et par zones avec un rapport capital-travail croissant s'opposent à des zones et des secteurs à rapport décroissant, car dans ces derniers les ressources matérielles n'augmentent pas ou elles augmentent insuffisamment par rapport à la croissance de la population. D'ailleurs, l'excès démographique peut être difficilement absorbé par une industrialisation naissante du pays; il peut trouver son seul débouché dans une émigration interne limitée vers des zones économiquement moins arriérées du pays ou à l'étranger. Toutefois, cela n'est pas toujours possible et signifie une perte des forces de travail qui sont un des facteurs essentiels du développement. Pour ce faire, il ne faut pas se priver d'un facteur productif excédentaire pour établir l'équilibre avec les secteurs insuffisants; au contraire, il faut l'augmenter, pour les porter au niveau de plein emploi du facteur en excédent. C'est ainsi que les déséquilibres économiques, encore existants, entre le Mezzogiorno et le Centre-nord de l'Italie ne peuvent pas être surmontés en puisant des forces de travail méridionales avec une émigration de masse vers le «*triangolo industriale*» italien, ou encore pire vers l'étranger. Ceci est possible seulement grâce à des investissements appropriés de capitaux dans le Mezzogiorno, de sorte à créer sur place des possibilités de plein emploi de la population.

c) Terre disponible

La situation la plus difficile se trouve dans les pays ou dans les zones où la terre cultivable a été utilisée, en totalité ou en partie, pour l'agriculture de subsistance. Dans ce cas, il ne reste d'autre possibilité que celle d'augmenter la production agricole par unité de surface dans le but de surmonter le degré de la simple subsistance et donc de créer une marge croissante de produits destinés à la vente. Par conséquent, il faut introduire des technologies opérationnelles plus avancées et des méthodes plus intensives.

Dans d'autres cas, assez fréquents d'ailleurs, si la terre cultivable n'est utilisée que partiellement par une agriculture de subsistance, dépourvue de moyens techniques et qui exige un emploi de main-d'oeuvre important par unité de surface absorbant toute la main-d'oeuvre disponible, l'adoption de méthodes opérationnelles nouvelles - les machines surtout - accompagnée de l'augmentation de la surface cultivée peut augmenter la productivité du travail et permettre le passage à une agriculture de marché. On peut utiliser des méthodes extensives jusqu'à l'utilisation complète de la terre cultivable et passer ensuite à des méthodes intensives dans la mesure où la population agricole continue à augmenter.

Un autre cas est celui d'une agriculture de subsistance limitée à des petites parcelles de terre, à cause de vastes latifundia à demi en friche dont les propriétaires n'ont aucun intérêt à intensifier leurs cultures. Cette intensification exigerait des investissements importants de capitaux et causerait la hausse des salaires, qui restent très bas tant qu'il y a une forte disponibilité de travailleurs en chômage ou sous occupés. C'est dans de pareilles situations qu'une réforme foncière peut devenir indispensable.

d) Position géographique

La position géographique d'un pays ou d'une zone à agriculture de subsistance peut déterminer l'état d'isolement. L'isolement peut dépendre du manque de débouchés sur la mer, du manque de communications internes et externes, ou bien des mauvais rapports existants avec les pays limitrophes. Il faut d'abord éliminer ces obstacles pour passer à une agriculture de marché. C'est pourquoi la construction de routes, de pistes, de ports maritimes ou fluviaux, d'aéroports et de moyens de communication en général est le problème principal à résoudre, en même temps que l'amélioration des rapports politiques avec les pays par où les produits alimentaires doivent nécessairement transiter pour atteindre les débouchés du marché. Il va sans dire que le coût des transports doit se situer dans des limites acceptables par rapport au prix de vente des produits.

Il en résulte que si les charges des transports sont très élevées par unité de poids ou de volume des marchandises, il faut miser surtout sur des productions avec un prix unitaire élevé. Ceci comporte des choix culturels appropriés ainsi que le travail et la transformation sur place des produits bruts de la terre, soit pour baisser les prix ou le volume, soit pour permettre un prix unitaire élevé, étant donné qu'il est majoré de la valeur ajoutée de la transformation. Le passage à une agriculture de marché est aussi conditionné par la création d'industries de transformation des produits du sol, qui rend le problème encore plus difficile. Dans la plupart des cas, il n'y a pas de solution possible sans un apport de capital et sans une assistance technique efficiente, octroyée par les pays économiquement plus avancés. A son tour le pays assisté doit faciliter l'action promotrice du pays assistant.

L'augmentation de la production des terres qui peut créer le surplus des produits pouvant être destinés à la vente, après avoir satisfait les exigences internes, est déterminée par la nature de l'investissement et le type d'assistance technique qui varient d'après les cas.

La position géographique est une condition de première importance; en effet les apports de capitaux et d'assistance technique de l'extérieur sont d'autant plus coûteux et difficiles que l'isolement est plus marqué. Au contraire, si une économie agricole de subsistance est, du point de vue géographique, en contact direct avec des zones qui tendent à une économie de marché, son passage à une économie monétisée peut être beaucoup plus facile. Le fait de placer avantageusement les surplus productifs dans ces zones voisines et plus avancées représente un facteur d'impulsion. Un autre facteur est la constatation d'un plus grand bien-être et d'un esprit d'émulation qui pousse les populations à se procurer l'argent nécessaire pour satisfaire à des besoins qu'ils ignoraient tout à fait et qu'ils ont découvert grâce au contact avec un monde plus avancé. Un troisième facteur est l'intérêt qu'ont ces zones plus avancées à faire des investissements dans la zone à économie de subsistance pour faciliter leur expansion économique.

Il faut opposer à ce jeu d'influences externes «le facteur de réponse» du groupe de subsistance, conditionné par ses caractéristiques (raciales, physiques, culturelles

et politiques, etc ...). Cette réponse peut se concrétiser dans une attitude d'ouverture, d'inertie, de méfiance ou même d'opposition nette. Se pose alors le problème de surmonter les résistances initiales et de trouver une solution au problème du plein emploi et de la valorisation des ressources disponibles en établissant un rapport optimal terre-travail-capital.



e) Régime politique

Il est très important de tenir compte du régime politique en vigueur dans les différentes zones d'intervention, étant donné que les choix techniques et politiques se conditionnent réciproquement : les premiers sont l'instrument de réalisation des seconds qui, à leur tour, trouvent des limites dans les possibilités concrètes opérationnelles, constatées par les techniciens.

Le dépassement de l'agriculture de subsistance comporte l'adoption de méthodes productives nouvelles qui doivent se conformer aux objectifs politiques à atteindre.

Tout le monde reconnaît que l'organisation productive dans un régime à économie unisubjective doit être conçue différemment que dans le cas d'une économie plurisubjective. Dans le premier cas, l'Etat est le seul entrepreneur sans aucune possibilité de concurrence à l'intérieur du pays; dans le deuxième cas, il y a par contre une multiplicité de centres de décision, en concurrence entre eux et qui poursuivent l'objectif du profit maximum. Il en résulte des diversités structurelles profondes dans tous les stades du processus productif : des dimensions de l'entreprise à l'approvisionnement des moyens opérationnels; des modes d'exercice de l'entreprise à la transformation des produits du sol et de leur commercialisation; du régime des prix imposés par l'Etat ou déterminés par le libre jeu de la demande et de l'offre aux rapports entre l'agriculture et les autres activités économiques.

Pour atteindre ses objectifs, tout régime politique peut se concrétiser dans une volonté décidée à bouleverser le système économique ou à opérer des réformes graduelles, ou bien visant à garder intactes les structures socio-économiques existantes.

Un autre facteur déterminant est l'appartenance du pays à l'un ou à l'autre bloc politico-économique. Le pays le plus fort dispose par rapport à d'autres pays appartenant au même bloc, de moyens évidents ou cachés, lui permettant d'imposer à leurs économies une direction conforme à ses propres intérêts, d'une façon moins directe mais qui ne diffère pas trop de ce qui se passait dans les colonies à l'époque du colonialisme.

f) La terre et l'homme

Les rapports et les droits existants entre les agriculteurs, communautés et terres utilisées, exercent une grande influence sur les possibilités concrètes de transformation des structures agricoles de subsistance. Toutefois, leur étude ne peut pas se baser

sur les schémas valables dans l'agriculture des pays économiquement plus avancés. Ces schémas pourraient pousser à des solutions en apparence logiques, mais fondamentalement erronées, car elles ne correspondent pas aux réalités socio-économiques dans lesquelles il faut opérer.

La diversité et la complexité de ces facteurs ne nous permettent pas de faire un classement typologique servant de base à des fins concrètement opérationnelles.

Les situations en matière de droit de la terre et de son exploitation nous offrent une gamme très vaste de cas différents : de la terre du *res nullius* à la disposition du premier occupant, à la terre en concession de la part de l'Etat, à celle sur laquelle existent des droits de propriété privée. Leur étude ne peut être une fin en soi; elle constitue la base pour des choix opérationnels capables de donner vie à d'autres méthodes agricoles conformes aux exigences de la communauté.

Etant donné qu'il s'agit d'accroître les productions agricoles au-delà des besoins alimentaires des populations, une agriculture de subsistance au sens large du terme, assurant non plus seulement la survie des travailleurs et de leurs familles mais plutôt la base alimentaire de la communauté nationale toute entière, joue un rôle irremplaçable.

Toutefois, il faut associer à cette agriculture un autre type d'agriculture pour des productions destinées au marché international. Il est ainsi possible de déterminer des échanges qui donnent la possibilité d'importer, en contre-partie, des biens d'équipement et de consommation indispensables au démarrage d'une économie encore en phase de pré-marché ainsi que pré-industrielle.

Les nouvelles méthodes peuvent être différentes selon les deux types d'agriculture. L'agriculture de subsistance typiquement basée sur la polyculture, peut continuer à être réalisée aussi dans les entreprises de type traditionnel, étant donné que l'insuffisance des communications internes rend nécessaires des petits marchés d'approvisionnement.

Le second type, par contre, doit se baser sur une spécialisation productive approfondie d'entreprises assez larges et doit s'adresser à des productions complémentaires et non compétitives avec celles réalisables dans les pays importateurs. Les plantations de l'agriculture tropicale, malgré leur origine coloniale en sont un exemple typique; elles représentent encore une structure économique valable, même si les titulaires de l'entreprise doivent forcément changer.

4 - LA COOPERATION ET LES AIDES INTERNATIONALES POUR L'EVOLUTION DE L'AGRICULTURE DE SUBSISTANCE DANS LES PAYS EN VOIE DE DEVELOPPEMENT

Il ressort de notre exposé que l'agriculture de subsistance pourra difficilement se transformer en une agriculture de marché sans un apport technique et souvent financier de l'étranger.

Cet apport essentiel peut se concrétiser dans des formes de coopération multiples et dans des aides multilatérales et bilatérales. Les unes n'excluent pas les autres; elles peuvent s'intégrer réciproquement pour atteindre le même but d'évolution sociale, économique et humaine des pays assistés. Nous avons toujours soutenu que le rôle essentiel des aides multilatérales doit être la recherche d'une solution aux problèmes fondamentaux de l'organisation de l'Etat, de ses infrastructures, des services civils de base, des équipements scolaires et sanitaires appropriés, de sorte à créer les conditions et les économies externes nécessaires à la consolidation des activités économiques. Par contre, le rôle principal de la coopération bilatérale est celui de promouvoir la formation et le développement d'entreprises productives efficaces, d'organiser les marchés et les transports pour assurer l'intégration économique entre les pays coopérants. Dans ce cadre, il faut placer aussi l'assistance technique permettant de dépasser l'agriculture de subsistance : l'assistance technique doit assurer l'interprétation exacte de la réalité et de ses tendances spontanées - évolution et régression -; elle doit indiquer les modes pour éliminer les difficultés qui se posent au franchissement de l'agriculture de subsistance; elle doit permettre l'étude de plans et de programmes généraux et par zone conformes aux choix politiques du pays assisté et finalement la formulation de projets d'exécution concrets et de leur réalisation.

Tout ceci exige une vaste gamme de compétences, étant donné que les problèmes du développement demandent un examen global de tous les aspects techniques et de tous les effets politiques, économiques, sociaux, financiers et humains.

C'est pourquoi les *consulting* privées qui disposent d'experts dans les diverses disciplines et qui sont à même d'organiser des groupes de travail pour chaque cas par rapport à la nature du problème à résoudre, jouent un rôle essentiel dans le cadre de l'assistance aux pays en voie de développement.

Nous insistons sur ce caractère irremplaçable car nous pensons que l'action directe des organismes multilatéraux ou bilatéraux n'a pas la même efficacité; ces organismes improvisent des équipes d'experts non homogènes souvent de nationalité différente avec des vues contradictoires sur les problèmes, enclins à des rivalités obstinées qui rendent difficile toute collaboration efficace et rapide.

Il n'y a pas de doute que les *consulting* privées pour l'agriculture constituent les instruments d'intervention les plus appropriés dans les pays où la condition préalable pour le démarrage économique est le dépassement de l'agriculture de subsistance.